ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 29 avril 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux comptes annuels des établissements de crédit", a donné le 13 juillet 1992 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 april 1992 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "op de jaarrekening van de kredietinstellingen", heeft op 13 juli 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES.

1. Selon les explications fournies par le délégué du ministre, les auteurs du projet ont soit tenu compte des observations formulées par les associations professionnelles, soit motivé leur refus d'en tenir compte.

2. La plupart des articles du projet reproduisent des articles de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

Quelques articles visent à fixer les dispositions nécessaires à l'exécution de la directive 86/635/CEE du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers.

Le Conseil d'Etat se limite à l'examen de ces derniers articles.

EXAMEN DU TEXTE.

PREAMBULE.

Alinéas 1er à 4.

Lorsqu'un texte auquel il est fait référence dans le préambule a été antérieurement modifié, il est d'usage de viser la disposition modificative en se bornant à en indiquer la nature et la date. Les autres mentions qui, dans les alinéas 1er à 4, sont utilisées pour désigner les

textes modificatifs (indication de l'article et de l'intitulé) sont superflues et doivent être omises.

Le texte néerlandais des alinéas 1 à 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéa 1er.

Si le présent projet était adopté après l'entrée en vigueur de l'article 218 de la loi du 17 juin 1991 portant organisation du secteur public du crédit et harmonisation du contrôle et des conditions de fonctionnement des établissements de crédit, il conviendrait de viser la disposition modificative en rédigeant comme suit l'alinéa 1er in fine du préambule : "... notamment l'article 73, modifié par les lois des 1er juillet 1983 et 17 juin 1991".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéas 2 et 3.

Les alinéas 2 et 3 doivent être rédigés comme suit :

"Vu l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs, notamment l'article 12, alinéas 2 et 3, modifié par les lois des 30 juin 1975 et 18 juillet 1991;

Vu les dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées coordonnées le 23 juin 1967, notamment l'article 16, § 2, alinéas 3 et 4, modifié par les lois des 17 juillet 1985 et 18 juillet 1991;".

Alinéa 4.

L'article 8, alinéas 1er et 3, de la loi du 10 juin 1964 sur les appels publics à l'épargne a été modifié non pas par la loi du 30 juin 1975, mais par l'arrêté royal n○ 63 du 10 novembre 1967, ainsi que par la loi du 4 décembre 1990.

L'alinéa 4 in fine devrait donc être rédigé comme suit : ... "notamment l'article 8, alinéas 1er et 3, modifié par l'arrêté royal n○ 63 du 10 novembre 1967 et par la loi du 4 décembre 1990".

DISPOSITIF.

Article 1er.

1. Afin d'éviter que l'article 1er ne soit exclu de la division du texte en chapitres, il est proposé d'insérer en tête du dispositif l'intitulé suivant : "Chapitre premier. Champ d'application".

2. A l'alinéa 1er, 1○, les mots "des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées coordonnées par l'arrêté royal du 23 juin 1967" doivent être

remplacés par les mots "des dispositions relatives au contrôle des caisses d'épargne privées coordonnées le 23 juin 1967".

En outre, le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 27ter.

Paragraphe 1er, alinéas 2 et 3.

Selon l'article 10, 1, de la directive 86/635/CEE précitée,

> "Les Etats membres peuvent permettre de faire figurer ces fonds hors bilan à condition qu'il existe un régime particulier permettant d'exclure ces fonds (1) de la masse en cas de liquidation collective (ou procédure analogue) de l'établissement de crédit".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas quel est, en Belgique, le régime particulier qui, en dehors des lois coordonnées sur les faillites et, spécialement, de celles de leurs dispositions relatives aux créances hypothécaires ou privilégiées, permettrait d'exclure lesdits fonds de la masse des créanciers, en cas de faillite de l'établissement de crédit belge, seuls les établissements de crédit étant visés dans le projet d'arrêté.

---

(1) Les fonds que l'établissement de crédit gère en son nom propre mais pour le compte d'autrui.

Le texte doit être entièrement revu.

Article 39.

1. Plutôt que d'être placé dans un subdivision du dispositif où figurent principalement des dispositions transitoires (articles 40 à 45), l'article 39 du projet trouverait mieux sa place dans un chapitre distinct qui serait inséré après l'article 37bis et serait libellé comme suit : "Chapitre V. Compétence de la Commission bancaire et financière (1)".

2. L'article 39 fixe au pouvoir de dérogation qu'il attribue à la Commission bancaire et financière, des limites qui ne correspondent pas exactement à celles qui sont énoncées par le rapport au Roi (2). La seconde phrase de l'article 39 doit donc être revue de manière à éviter cette discordance avec les intentions des auteurs du projet.

3. Il va de soi que le pouvoir de dérogation attribué à la Commission bancaire et financière ne peut

---

(1) La numérotation de ce nouveau chapitre tient compte de la remarque formulée à propos de l'article 1er du projet.

(2) Les règles auxquelles il ne peut être porté atteinte par voie de dérogation sont :

- selon le rapport au Roi, les dispositions impératives de droit européen;
- selon le dispositif du projet, les règles de la directive 86/635/CEE.

s’entendre que comme le pouvoir de déroger aux dispositions de l’arrêté en projet qui ne transposent pas les dispositions de la directive.

4. A défaut de préciser les critères que la Commission bancaire et financière doit prendre en considération pour autoriser des dérogations, celle-ci disposera d’un pouvoir totalement discrétionnaire.

5. Le délégué du ministre a convenu que la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est applicable aux décisions de la Commission bancaire et financière.

Articles 40 et 45.

Si la nouvelle coordination réalisée en matière d’impôts sur les revenus par l’arrêté royal du 10 avril 1992, était entrée en vigueur au moment de l’adoption du présent projet, il y aurait lieu :

a) à l’article 40, de remplacer les mots "de l’article 444, § 2, du Code des impôts sur les revenus par les mots "de l’article 511, § 2, du Code des impôts sur les revenus 1992";

b) à l’article 45, § 5, alinéa 2, de remplacer les mots "à l’article 445bis du Code des impôts sur les revenus" par les mots "à l’article 513 du Code des impôts sur les impôts sur les revenus 1992".

Article 46.

A la fin de l’article, mieux vaut écrire "prenant cours à partir du 1er janvier 1993".

VOORAFGAANDE OPMERKINGEN.

1. Volgens de toelichtingen verstrekt door de gemachtigde van de minister hebben de stellers van het ontwerp ofwel rekening gehouden met de opmerkingen die zijn gemaakt door de beroepsverenigingen, ofwel hebben zij hun weigering om ermee rekening te houden met redenen omkleed.

2. De meeste artikelen van het ontwerp nemen artikelen over uit het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

Enkele artikelen beogen de bepalingen vast te stellen die nodig zijn voor de uitvoering van de richtlijn 86/635/EEG van de Raad van 8 december 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van banken en andere financiële instellingen.

De Raad van State bepaalt zich tot het onderzoek van deze laatste artikelen.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

AANHEF.

Eerste tot vierde lid.

Wanneer een tekst, waarnaar in de aanhef wordt verwezen, voorheen is gewijzigd, is het gebruikelijk te

verwijzen naar de wijzigingsbepaling, waarbij men zich ertoe bepaalt de aard en de datum ervan te vermelden. De overige vermeldingen waarmee in het eerste tot het vierde lid de wijzigingsteksten worden aangeduid (met opgaaf van het artikel en het opschrift) moeten als overbodig vervallen.

Bovendien behoort in het eerste tot het vierde lid het woord "zoals" te vervallen.

Eerste lid.

Indien het onderhavige ontwerp aangenomen wordt na de inwerkingtreding van artikel 218 van de wet van 17 juni 1991 tot organisatie van de openbare kredietsector en harmonisering van de controle en de werkingsvoorwaarden van de kredietinstellingen, behoort naar de wijzigingsbepaling te worden verwezen door aan het eind van het eerste lid van de aanhef te schrijven : "..., inzonderheid op artikel 73, gewijzigd bij de wetten van 1 juli 1983 en 17 juni 1991". Bovendien behoort de komma tussen de woorden "spaarkassen" en "en bepaalde" te vervallen.

Tweede en derde lid.

Het tweede en het derde lid moeten als volgt geredigeerd worden :

"Gelet op het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en

effecten, inzonderheid op artikel 12, tweede en derde lid, gewijzigd bij de wetten van 30 juni 1975 en 18 juli 1991;

Gelet op de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967, inzonderheid op artikel 16, § 2, derde en vierde lid, gewijzigd bij de wetten van 17 juli 1985 en 18 juli 1991;".

Vierde lid.

Artikel 8, eerste en derde lid, van de wet van 10 juni 1964 op het openbaar aantrekken van spaargelden is niet gewijzigd bij de wet van 30 juni 1975, doch bij het koninklijk besluit nr. 63 van 10 november 1967 en bij de wet van 4 december 1990.

Aan het eind van het vierde lid moet dus geschreven worden : "..., inzonderheid op artikel 8, eerste en derde lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 63 van 10 november 1967 en bij de wet van 4 december 1990".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

1. Om te voorkomen dat artikel 1 uitgesloten wordt van de verdeling van de tekst in hoofdstukken, wordt voorgesteld boven aan het bepalend gedeelte het volgende opschrift in te voegen :

"Hoofdstuk I. Werkingssfeer".

2. In het eerste lid, 1°, moeten de woorden "van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 23 juni 1967" vervangen worden door de woorden "van de bepalingen betreffende de controle op de private spaarkassen, gecoördineerd op 23 juni 1967".

In uitdrukkingen zoals "op de lijst als bedoeld in" is het woord "als" overbodig, zodat het behoort te vervallen. Wanneer verwezen wordt naar een rechtsregel, is het gebruikelijk, wanneer een artikel wordt onderverdeeld in paragrafen, leden, enz., aan het eind van iedere onderverdeling een komma te plaatsen, zoals in "bedoeld in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 ...". Deze opmerkingen gelden voor het hele ontwerp.

Artikel 27ter.

Paragraaf 1, tweede en derde lid.

Artikel 10, 1., van voornoemde richtlijn 86/635/EEG bepaalt :

> "De Lid-Staten kunnen evenwel toestaan dat deze middelen buiten de balanstelling worden opgenomen, op voorwaarde dat er een bijzondere regeling bestaat om deze middelen van de boedel uit de sluiten (1) en in

(1) Onder "deze middelen" worden verstaan de middelen die de kredietinstelling op eigen naam, doch voor rekening van een ander beheert.

geval van gerechtelijke vereffening van de kredietinstelling (of soortgelijke procedures)".

Het is de Raad van State niet duidelijk wat in België de bijzondere regeling is die benevens de gecoördineerde wetten op het faillissement, inzonderheid de bepalingen die betrekking hebben op de hypothecaire op preferente schuldvorderingen, het mogelijk zou maken die middelen in geval van faillietverklaring van de Belgische kredietinstelling uit te sluiten van de gezamenlijke schuldeisers, vermits in het ontwerp van besluit alleen de kredietinstellingen worden bedoeld.

De tekst moet volkomen herzien worden.

Artikel 39.

1. Het zou beter zijn artikel 39 van het ontwerp onder te brengen in een onderscheiden hoofdstuk dat na artikel 37bis wordt ingevoegd, met als opschrift "Hoofdstuk V. Bevoegdheid van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen", veeleer dan het onder te brengen in een onderverdeling van het bepalend gedeelte waarin hoofdzakelijk overgangsbepalingen zijn opgenomen (artikelen 40 tot 45) (1).

---

(1) De nummering van dit nieuwe hoofdstuk houdt rekening met de opmerking die is gemaakt omtrent artikel 1 van het ontwerp.

2. Artikel 39 stelt grenzen met betrekking tot de bevoegdheid om afwijkingen toe te staan die het aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleent. Die grenzen stemmen niet volledig overeen met die welke zijn bepaald in het verslag aan de Koning (1). De tweede volzin van artikel 39 moet derhalve worden herzien ten einde dat gebrek aan overeenstemming met de bedoelingen van de stellers van het ontwerp te verhelpen.

3. Het spreekt vanzelf dat de aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen verleende bevoegdheid om afwijkingen toe te staan niet kan worden opgevat als een bevoegdheid om af te wijken van de bepalingen van het ontworpen besluit die de bepalingen van de richtlijn niet omzetten.

4. Doordat het ontwerp de maatstaven die de Commissie voor het Bank- en Financiewezen in aanmerking moet nemen om afwijkingen toe te staan niet vaststelt, beschikt deze over een volkomen discretionaire bevoegdheid.

---

(1) De regels waarvan niet kan worden afgeweken zijn :

- volgens het verslag aan de Koning, de "Europees-rechtelijke regels";
- volgens het bepalend gedeelte van het ontwerp, de voor-schriften van de richtlijn 86/635/EEG.

5. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen toepasselijk is op de besluiten van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

Artikelen 40 en 45.

Indien de nieuwe coördinatie die op het stuk van de inkomstenbelastingen bewerkstelligd is bij het koninklijk besluit van 10 april 1992, in werking getreden is op het tijdstip van de goedkeuring van het onderhavige ontwerp, behoren :

a) in artikel 40 de woorden "artikel 444, § 2, van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen" vervangen te worden door de woorden "artikel 511, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992";

b) in artikel 45, § 5, tweede lid, de woorden "artikel 445bis van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen" vervangen te worden door de woorden "artikel 513 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992".

Artikel 46.

Aan het eind van het artikel zou het beter zijn te schrijven : "dat aanvangt op 1 januari 1993".

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.